



# MA NEWSLETTER

En tant que Président d'un des plus gros CPAS du pays, je tire la sonnette d'alarme. À six mois de l'entrée en vigueur de la réforme limitant les allocations de chômage à deux ans, je ne peux que constater un manque criant d'anticipation de la part du Gouvernement Arizona.

## ▶ **DES MILLIERS DE CHÔMEURS BIENTÔT EXCLUS**

Dès 2026, plusieurs milliers de nouveaux demandeurs devraient frapper à notre porte. On estime à plus de 3 000 les nouvelles demandes, avec un coût global d'environ 55 millions d'euros, dont plus de 16 millions à charge de la Ville de Liège.

## ▶ **DES CPAS DEJA SOUS PRESSION**

Sous plan de gestion, il nous est impossible de recruter ou d'investir librement. L'institution peine déjà à répondre à la demande actuelle. L'arrivée de ce nouveau public mènera à une détresse sociale accrue et une explosion de la charge de travail.

## ▶ **PAS UN SIMPLE TRANSFERT DE DOSSIERS**

Prendre en charge un bénéficiaire, c'est mobiliser tout un processus: enquête sociale, contrat d'insertion, accompagnement, suivi administratif. Cela nécessite du personnel, du matériel, des locaux... et du temps. À ce jour, aucune garantie de soutien financier ou logistique n'a été annoncée.

## ▶ **60 ÉQUIVALENTS TEMPS PLEIN NÉCESSAIRES**

60 travailleuses et travailleurs supplémentaires seront nécessaires pour faire face à cet accroissement de travail, Je n'annonce pas ce nombre de manière arbitraire. Non. Bien au contraire, J'ai co-écrit, avec Philippe Van Cauwenberghe, mon homologue au CPAS de Charleroi, une carte blanche dans laquelle j'en parle comme une absolue nécessité si l'on veut faire face à cette vague.



## ► **UN APPEL URGENT À LA RESPONSABILITÉ**

Sans stratégie claire, moyens adéquats ni communication transparente envers les citoyens concernés, les CPAS ne pourront assumer leurs missions légales. J'appelle le Gouvernement à prendre la pleine mesure des conséquences de cette réforme.

En conclusion, je tiens à souligner un point crucial : les CPAS des grands centres urbains seront en première ligne face aux effets de cette réforme. Ce sont eux qui subiront le plus violemment le choc social à venir. C'est dans ces territoires déjà fragilisés que l'impact sera le plus brutal. Il est donc urgent d'anticiper, d'agir, et surtout, de ne pas détourner le regard.

Cette réforme marque un tournant majeur pour notre système de solidarité. Ce n'est pas seulement une question de budget ou de logistique, mais de dignité humaine. Déléguer sans accompagner, c'est abandonner. Face à une précarité grandissante, il est de notre devoir collectif de refuser les demi-mesures et d'exiger une politique sociale à la hauteur des enjeux. Sans cela, c'est l'ensemble du tissu social local qui risque de se déchirer.

Parce que derrière chaque chiffre, il y a une personne en détresse, une vie qui bascule : restons mobilisés et solidaires.

*Jean-Paul Bonjean*